

AVIS DE PROJET DE MARCHÉ (APM)

AMA E60HN-200ACS, SYSTÈMES DE CONTRÔLE D'ACCÈS

NIBS : N6350, SYSTÈME DIVERS D'ALARME DE SIGNALISATION ET DE DÉTECTION DE SÉCURITÉ

| | | | |
|---|--|--|--|
| Numéro de référence : | 9K001-S23-0102 | Numéro de la demande de soumissions : | 9K001-S23-0102 |
| Nom de l'organisation : | Développement économique du Canada pour les régions du Québec | | |
| Date de la demande de soumissions : | 2022-06-02 | Date de clôture : | 2022-07-08 à 14:00 HAE Heure Avancée de l'Est |
| Date de commencement prévu: | 2022-08-08 (ou le plus tôt possible) | | |
| Durée du contrat : | Elle vise l'attribution d'un (1) contrat. | | |
| Méthode de sollicitation : | Concurrentielle | Accords commerciaux: | ALÉCC, ALEC, ALÉCP, ALÉCCO, ALÉCH, ALÉ Canada-Panama et ALECCS |
| Ententes sur les revendications territoriales globales s'applique: | Non | Nombre de contrats prévus : | 1 |

Détails du besoin

Procédure d'appel d'offres : Appel d'offres sélectif

Ce besoin est ouvert uniquement aux détenteurs qui se sont qualifiés dans le cadre de l'AMA E60HN-200ACS autorisé de vendre les produits recherchés dans la région de livraison du Québec

Les fournisseurs suivants ont été invités à soumettre une proposition :

- ADSS
- Chubb
- ComNet
- Convergint
- Delco
- Dimensional Tech
- Neuron Comm
- Next Technology
- Paladin
- Securmax
- Tyco
- Unified
- Gunnebo
- Stanley Black & Decker

Description des travaux :

L'objectif de la solution organisationnelle unique pour le SSEN est d'offrir à DEC un système informatisé qui lui permet d'intervenir lors de situations ou d'incidents réels ou potentiels présentant un risque pour la sécurité et la sûreté de son personnel, de ses biens et de ses renseignements afin de les protéger et de les défendre.

L'initiative sur la solution organisationnelle doit être évolutive pour s'adapter à la vidéosurveillance à l'avenir. La solution doit être dotée d'un accès Web sécurisé permettant d'y accéder à distance. Un service infonuagique accrédité selon les normes du GC doit être disponible avec des données résidant au Canada. Une solution de redondance sera nécessaire. L'intégration de la nouvelle solution d'IDACS sera exigée pour 12 établissements comme il est énoncé ci-dessous. DEC compte mettre à jour ces établissements de manière systématique tout au long du projet. Pour le moment, de telles mises à jour ne sont prévues qu'à l'exercice financier 2022-2023. Pour réaliser ces mises à jour, DEC devra communiquer avec les ressources du fournisseur (ingénieurs en matériel informatique et en logiciel, p. ex.), qui devront l'aider à comprendre le système et terminer les plateformes matérielles et logicielles requises tout en participant à la conception et à la rédaction d'une stratégie de réseau qui seraient compatibles avec l'environnement de DEC et qui permettraient la communication entre leurs dispositifs (appareils, nuages et serveurs). DEC exigerait également que les ressources suivent une formation sur la solution proposée pour veiller à ce qu'elles connaissent suffisamment le nouveau produit. La formation compterait six participants.

Exigences relatives à la sécurité : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) liste des exigences relatives à la sécurité des services professionnels centralisés #19

Niveau minimum d'attestation de sécurité requis pour l'entreprise : Secret

Niveau minimum d'attestation de sécurité requis pour la ou les ressources : Secret

Autorité contractante :

Nom : Cecilia Phuong Thu Ho
Numéro de téléphone : (514) 346-8484
Courriel : approvisionnement@dec-ced.gc.ca ou Cecilia-phuong-thu.ho@dec-ced.gc.ca

Demandes de renseignements :

Les demandes de renseignements concernant le besoin de cette DP doivent être transmises à l'autorité contractante identifiée ci-dessus. L'autorité contractante enverra les documents de la DP directement par courriel aux détenteurs d'AMA qualifiés invités à soumissionner le besoin. LES SOUMISSIONNAIRES SONT PRIÉS DE NOTER QUE LA DISTRIBUTION DES DOCUMENTS DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER NE RELÈVE PAS DU SITE ACHATSETVENTES.GC.CA. L'État se réserve le droit de négocier avec tout fournisseur dans le cadre de tout marché. Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles.